

TARIF NOVEMBRE 2009

PLATE FORME LIBRE SERVICE	PRIX PROFESSIONNELS HT (-15%)		PRIX PUBLICS HT	
	Initialisation	Frais annuels	Initialisation	Frais annuels
Ouverture de compte Keep Alert Accès à la plateforme Keep Alert en mode SLL. Comprend une formation téléphonique avec prise en main d'écran à distance, d'un interlocuteur à l'utilisation de la plate-forme. Le nombre d'utilisateurs de la plate forme est illimité. Sauvegarde journalière des données, avec conservation d'un archivage sur 15 jours glissants.	637,50 €		750,00 €	
Location plate-forme en marque blanche La plateforme est accessible depuis un nom de domaine particulier, disposant de son certificat SSL particulier. Le logotype de haut de page est personnalisé. Sauvegarde journalière des données, avec conservation d'un archivage sur 15 jours glissants.	637,50 €	340,00 €	750,00 €	400,00 €
Création d'une étude d'une dénomination, en noms de domaine. Stratégie de recherche en marque exacte et approchante, (avec ou sans tirets, synonymes, homonymes, préfixes, suffixes, singuliers, pluriels, fautes de frappes, lettres manquantes, changements de claviers azerty/qwerty(), sur 8 extensions parmi 76, et en marque exacte sur 76 extensions. Le système capture les écrans des situations détectées et regroupe des informations whois. La création de rapports d'analyse est libre. La mise en surveillance est facultative. Elle propose l'envoi d'un email d'alerte à date fixe, regroupant tous les nouveaux cas détectés depuis l'alerte précédente. Les cas sont ajoutés à une nouvelle étude qui conserve les pré-classements et les règles de diminution du bruit.	425,00 €	Alerte trimestrielle : 340 € pour 4 alertes annuelles Alerte mensuelle : 850 € pour 12 alertes annuelles	500,00 €	Alerte trimestrielle : 400 € pour 4 alertes annuelles Alerte mensuelle : 1000 € pour 12 alertes annuelles
Création d'une étude d'utilisation d'une ou plusieurs dénominations en régie Google Adwords. Pays concernés : Espagne, Brésil, Allemagne, Portugal, Suisse, Corée du sud, Norvège, Australie, Danemark, Suède, Italie, Singapour, Autriche, Chine, Royaume Uni, Belgique, Pays Bas, Etats Unis, Canada, Taiwan, Hong Kong, France, Japon, Finlande. associées à 19 langues. Le système capture les écrans des situations détectées et regroupe des informations whois. La création de rapports est libre (non facturée). La mise en surveillance est facultative. Durant la période d'étude, les opérations de veille sont faites chaque jour. Un email d'alerte regroupant tous les nouveaux cas détectés depuis l'alerte précédente est envoyé. Les nouveaux cas sont ajoutés à l'étude et éditables dans un rapport.	425,00 €	Maintien de l'étude : 1020 € annuels	500,00 €	Maintien de l'étude : 1200€ annuels
Création d'une étude de plagiat de contenus. Le forfait de base inclut la détection ou la surveillance d'un document de 2500 mots maximum, soit environ 10 pages A4. Alphabets latins uniquement. Fichiers HTML, .doc, .pdf, .xls, .doc, .rtf, ou copier/coller. Le système capture les écrans des situations détectées et regroupe des informations whois. La création de rapports est libre (non facturée). La mise en surveillance est facultative. Elle propose l'envoi d'un email d'alerte à date fixe, regroupant tous les nouveaux cas détectés depuis l'alerte précédente. Les cas sont ajoutés à une nouvelle étude qui conserve les les règles de diminution du bruit.	425 € / 2500 mots Au-delà : +0,17 € le mot	Alerte mensuelle : 850 € pour 12 mois Alerte trimestrielle : 340 € pour 12 mois	500 € / 2500 mots Au-delà : +0,20 € le mot	Alerte mensuelle : 1000 € pour 12 mois Alerte trimestrielle : 249,90 € pour 12 mois
Un extranet client L'utilisateur peut créer des extranets clients, et dans chacun de ces extranets plusieurs accédants. Les extranets proposent des jauges d'alertes et la mise à disposition de rapports Keep Alert. Le prix correspond à un espace client, pour accès à "n" marques".		81,60 €		96,00 €
Mise en surveillance d'un nom de domaine/d'une URL , pour une durée d'un an. Envoi d'une alerte E-mail dès que le site affiche un changement ou que le nom de domaine change de statut) - Intègre la captures des écrans l'archivage des situations.		30,60 € par an		36 € par an

PRESTATIONS D'ETUDES & FORMATIONS	PRIX PROFESSIONNELS HT (-15%)			PRIX PUBLICS HT		
	Interv. initiale	Interv. suivantes	Frais annuels	Interv. initiale	Interv. suivantes	Frais annuels
<p>Etude et analyse de détournement d'une marque en noms de domaine. Fourniture d'un rapport pour une dénomination, en noms de domaine. Stratégie de recherche en marque exacte, avec ou sans tirets, synonymes, homonymes, préfixes, suffixes, singuliers, pluriels, fautes de frappes, lettres manquantes, changements de claviers azerty/qwerty, sur 76 extensions.</p> <p>Le rapport PDF est composé de 3 parties</p> <p>1. Etat du portefeuille actuel de la société, 2 : Liste des noms de domaine disponibles, pouvant être protégés, 3 : Identification des noms de domaine détournés ou approchants, (capture les sites concernés, identification des responsables. (publication, hébergement, nom de domaine), dates anniversaires. Une recommandation d'action est faite pour chaque nom de domaine à risque. Ces recommandations ne couvrent pas le champs juridique d'intervention.</p> <p>Le suivi d'étude est fait sur la même dénomination et comprend la remise des 3 rapports, à jour à date de nouvelle intervention.</p>	637,50 €	255,00 €		750,00 €	300,00 €	
<p>Etude et analyse de détournement d'une marque sur la régie publicitaire Google adwords</p> <p>Fourniture d'un rapport d'étude sur la régie telle qu'elle est accessible depuis les pays suivants : Espagne, Brésil, Allemagne, Portugal, Suisse, Corée du sud, Norvège, Australie, Danemark, Suède, Italie, Singapour, Autriche, Chine, Royaume Uni, Belgique, Pays Bas, Etats Unis, Canada, Taiwan, Hong Kong, France, Japon, Finlande. associées à 19 langues. Le rapport présente des captures des écrans tels que constatés, identifie les sites liés aux publicités ainsi que leurs responsables. (publication, hébergement, nom de domaine). Une recommandation d'action est faite pour chaque annonce à risque. Les recommandations ne couvrent pas le champs juridique d'intervention.</p> <p>Le suivi d'étude est fait sur la même dénomination et comprend la remise du rapport à jour à la date de nouvelle intervention.</p>	637,50 €	255,00 €		750,00 €	300,00 €	
<p>Etude et analyse de plagiat de contenus.</p> <p>Le forfait de base inclut la détection ou la surveillance d'un document de 2500 mots maximum, soit environ 10 pages A4. Alphabets latins uniquement. Fichiers HTML, .doc, .pdf, .xls, .doc, .rtf, ou copier/coller. Le rapport centralise les cas détectés et classe les plus sensibles. Il présente les captures des écrans tels que constatés, identifie les sites liés aux publicités ainsi que leurs responsables. (publication, hébergement, nom de domaine). Le suivi d'étude est fait sur les mêmes documents et comprend la remise du rapport à jour à la date de nouvelle intervention.</p>	637,50 €	425,00 €		750,00 €	500,00 €	

PRESTATIONS D'ETUDES & FORMATIONS	PRIX PROFESSIONNELS HT (-15%)			PRIX PUBLICS HT		
	Interv. initiale	Interv. suivantes	Frais annuels	Interv. initiale	Interv. suivantes	Frais annuels
<p>Etude générale de risque internet <u>Etude et analyse de détournement d'une marque en noms de domaine.</u> (Voir détail ci-dessus) <u>Etude et analyse de détournement d'une marque sur la régie publicitaire Google adwords</u> (Voir détail ci-dessus) <u>Etude et analyse de plagiat de contenus.</u> (A partir de l'adresse d'un site internet ou de documents bureautiques, (moins de 2Mo d'archive)) (Voir détail ci-dessus) <u>Etude de visibilité dans les portails, réseaux sociaux et site de vente en ligne :</u> Facebook, Twitter, Myspace, LinkedIn, Plaxo, Digg, Viadeo, Copains d'Avant, Ebay, Blogs et forums indexés par Google, Apec, Monster. (langues française et anglaise) Le rapport fourni relève les 20 cas significatifs, avec capture d'écran, commentaires, et identification de l'éditeur des sites. <u>Etude de visibilité en référencement naturel</u> sur deux dénominations et deux pays sur Google, Yahoo et Bing. Identification des concurrents. Capture des sites, commentaires, et identification de l'éditeur des sites.</p>	2 550,00 €			3 000,00 €		
<p>Formation aux risques internet Intervention d'un consultant Senior Keep Alert pour formation à la détection des risques en ligne. Notions de cybersquatting, cybergripping, phishing, Email forge, front running, domain parking, slamming... Méthodes de prévention, comment sécuriser un portefeuille de noms de domaine. Une journée. Prix par stagiaire. Possibilité de prise en charge par votre organisme collecteur.</p>	900,00 €			900,00 €		
<p>Négociation de rachat de nom de domaine Le client mandate Keep Alert pour le représenter pour le rachat du nom de domaine en approche directe auprès de son propriétaire ou de la société mandatée pour la vente de ce nom de domaine. La prestation de négociation du rachat est facturée 600 € HT, par Keep Alert, au Client de façon forfaitaire quelque soit le résultat (Succès ou échec) . Ce forfait d'intervention ne garantit donc pas le succès de la transaction. De façon à conserver l'anonymat du client jusqu'au terme de la transaction, Keep Alert sera registrant du nom de domaine, puis le restituera au client. Le montant maximal pouvant être proposée par Keep Alert, en mandat de son client est fixé à l'avance. Keep Alert fera diligence pour négocier le prix de rachat au plus bas. Le règlement de ces frais sera fait dès validation de la transaction auprès du vendeur. Le règlement sera exigé à réception de facture. En cas de succès du rachat, les formalités administratives de migration sont traitées par Keep Alert. Les frais de changement de propriétaire, de migration de prestataire et de gestion seront facturés en sus au client.</p>	600,00 €			600,00 €		

PRESTATIONS D'ETUDES & FORMATIONS	PRIX PROFESSIONNELS HT (-15%)			PRIX PUBLICS HT		
	Interv. initiale	Interv. suivantes	Frais annuels	Interv. initiale	Interv. suivantes	Frais annuels
<p>Surveillance de retour au domaine public d'un nom de domaine et rachat automatique</p> <p>Le montant maximal pouvant être proposée par Keep Alert, en mandat de son client est fixé à l'avance. Si deux personnes sont intéressés par le même nom, celui-ci sera attribué aux enchères. La souscription du forfait ne garantit pas le succès de l'opération. Période minimale de service : 12 mois.</p>			96,00 €			96,00 €
<p>Procédure de levée d'anonymat sur un registrant de nom de domaine.</p> <p>Certains registres bloquent l'accès aux données des titulaires. L'objectif est de savoir à qui appartient un nom de domaine. Il est nécessaire de nous fournir des documents et attestations légitimant la demande de divulgation pour appuyer le dossier. Langue française et anglaise uniquement. La souscription à ce service ne garantit pas la divulgation des données.</p>	300,00 €			300,00 €		
<p>Centralisation d'un portefeuille de nom de domaine</p> <p>Cela consiste à sécuriser le portefeuille existant : Rassembler tous les noms de domaine sur un seul registrar, un seul nom et email de registrant, un seul serveur DNS. Pour des raisons techniques, cette opération n'est possible qu'en cas de regroupement chez Keep Alert.</p>	Selon complexité			Selon complexité		

PRESTATIONS NOMS DE DOMAINES

PRESTATIONS NOMS DE DOMAINE	P.V HT
Changement de prestataire de Nom de Domaine	30,00 €
Changement de propriétaire de Nom de Domaine	50,00 €
Intervention Noms de domaine, 1h	100,00 €
Archive whois	59,00 €
Recherche à l'identique toutes zones	30,00 €
Recherche au contenant, à l'approchant (typo)	130,00 €
Reverse Whois	500,00 €
Procédure de divulgation de données personnelles	300,00 €
Procédure de mise à jour de données personnelles	200,00 €
Services de recherche sur l'Internet (l'heure)	100,00 €
Négociation de rachat anonyme	600,00 €
Centralisation d'un portefeuille	sur devis

	EXTENSIONS GENERIQUES	P.V HT €
	Nom de domaine en .COM	35
	Nom de domaine en .COM pour une durée de 2 ans	70
	Nom de domaine en .COM pour une durée de 3 ans	105
	Nom de domaine en .COM pour une durée de 5 ans	175
	Nom de domaine en .FR	35
	Nom de domaine en .FR pour deux ans	70
	Nom de domaine en .FR pour quatre ans	140
	Nom de domaine en .FR pour trois ans	105
	Nom de domaine en .FR pour une durée de cinq ans	175
	Nom de domaine en .INFO	35
	Nom de domaine en .INFO pour une durée de 3 ans	90
	Nom de domaine en .INFO pour une durée de cinq ans	170
	Nom de domaine en .NET	35
	Nom de domaine en .NET pour trois ans	105
	Nom de domaine en .NET pour une durée de 3 ans	90
	Nom de domaine en .NET pour une durée de cinq ans	170
	Nom de domaine en .NET pour une durée de deux ans	70
	Nom de domaine en .ORG	35
	Nom de domaine en .ORG pour une durée de 3 ans	90
	Nom de domaine en .ORG pour une durée de cinq ans	170
	Nom de domaine en .ORG pour une durée de deux ans	70

AMERIQUE		P.V HT €
Argentine	Nom de domaine en .COM.AR	210
Brésil	Nom de domaine en .COM.BR	120
	Nom de domaine en .BR N'EXISTE PAS	410
Canada	Nom de domaine en .CA	220
Vénézuéla	Nom de domaine en .COM.VE	200
Méxique	Nom de domaine en .MX	85
USA	Nom de domaine en .US	35
	Nom de domaine en .US pour une durée de cinq ans	175

ASIE		P.V HT €
Asie	Nom de domaine en .ASIA	35
	Nom de domaine en .ASIA - 2 ans	70
	Nom de domaine en .ASIA pour une durée de cinq ans	175
Chine	Nom de domaine en .CN	60
	Nom de domaine en .CN pour une durée de 2 ans	120
	Nom de domaine en .CN pour une durée de 5 ans	250
	Nom de domaine en .COM.CN	60
Hong Kong	Nom de domaine en .HK	250
	Nom de domaine en .HK pour une durée de deux ans	500
	Nom de domaine en .HK pour une durée de cinq ans	990
Indonésie	Nom de domaine en .ID	788
Inde	Nom de domaine en .IN	50
	Nom de domaine en .IN pour une durée de cinq ans	250
Japon	Nom de domaine en .JP	190
Corée	Nom de domaine en .KR	500
	Nom de domaine en .KR Adresse de portage	744
	Nom de domaine en .KR pour une durée de deux ans	999
	Nom de domaine en .NET.CN pour une durée d'un an	50
	Nom de domaine en .ORG.CN	60
Philippines	Nom de domaine en .PH	322
Singapour	Nom de domaine en .SG	200
	Nom de domaine en .SG pour une durée de cinq ans	920
	Nom de domaine en .SG pour une durée de deux ans	400
Taiwan	Nom de domaine en .TW	85
	Nom de domaine en .TW pour une durée de cinq ans	290
	Nom de domaine en .TW pour une durée de deux ans	120

AFRIQUE		
Maroc	Nom de domaine en .MA	876
Sénégal	Nom de domaine en .SN	344
Tunisie	Nom de domaine en .TN	284
Afrique du Sud	Nom de domaine en COM.ZA	120

	EUROPE	
	NDD .CO.UK pour 5 ans (NE PAS UTILISER)	175
Autriche	Nom de domaine en .AT	56
	Nom de domaine en .AT pour une durée de deux ans	112
Bosnie	Nom de domaine en .BA	265
Belgique	Nom de domaine en .BE	35
	Nom de domaine en .BE pour une durée de cinq ans	175
	Nom de domaine en .BE pour une durée de deux ans	70
Bulgarie	Nom de domaine en .BG	280
Suisse	Nom de domaine en .CH	50
	Nom de domaine en .CH pour une durée de cinq ans	250
Royaume Uni	Nom de domaine en .CO.UK	35
	Nom de domaine en .CO.UK pour une durée de 2 ans	70
	Nom de domaine en .CO.UK pour une durée de 4 ans	140
Croatie	Nom de domaine en .COM.HR	200
	Nom de domaine en .CZ	180
République Tchèque	Nom de domaine en .CZ pour une durée de cinq ans	750
Allemagne	Nom de domaine en .DE	56
	Nom de domaine en .DE pour une durée de cinq ans	200
	Nom de domaine en .DE pour une durée de deux ans	112
	Nom de domaine en .DE pour une durée de trois ans	153
Danemark	Nom de domaine en .DK	110
Estonie	Nom de domaine en .EE	250
Espagne	Nom de domaine en .ES	35
	Nom de domaine en .ES	36
	Nom de domaine en .ES pour une durée de cinq ans	175
	Nom de domaine en .ES pour une durée de deux ans	70
Europe	Nom de domaine en .EU	35
	Nom de domaine en .EU pour une durée de cinq ans	175
	Nom de domaine en .EU pour une durée de deux ans	70
	Nom de domaine en .EU pour une durée de trois ans	90
Finlande	Nom de domaine en .FI	190
Grèce	Nom de domaine en .GR	56
Croatie / cher	Nom de domaine en .HR	300
Italie	Nom de domaine en .IT	56
	Nom de domaine en .IT pour une durée de cinq ans	220
	Nom de domaine en .IT pour une durée de deux ans	100
	Nom de domaine en .IT pour une durée de trois ans	135

Liechtenstein	Nom de domaine en .LI	56
Luxembourg	Nom de domaine en .LU	56
Lettonie	Nom de domaine en .LV	56
Pays Bas	Nom de domaine en .NL	56
	Nom de domaine en .NL pour une durée de cinq ans	250
	Nom de domaine en .NL pour une durée de trois ans	153
Norvège	Nom de domaine en .NO	120
Pologne	Nom de domaine en .PL	80
	Nom de domaine en .PL pour une durée de cinq ans	380
	Nom de domaine en .PL pour une durée de deux ans	160
Portugal	Nom de domaine en .PT	134
	Nom de domaine en .PT pour une durée de cinq ans	502
Roumanie	Nom de domaine en .RO	120
Serbie	Nom de domaine en .RS	225
Russie	Nom de domaine en .RU	60
	Nom de domaine en .RU pour une durée de cinq ans	280
	Nom de domaine en .RU pour une durée de deux ans	120
Suède	Nom de domaine en .SE	85
	Nom de domaine en .SE pour une durée de cinq ans	400
Slovénie	Nom de domaine en .SI	85
Slovaquie	Nom de domaine en .SK	85

EXTENSIONS SPECIALES		
	Nom de domaine en .AERO	
	Nom de domaine en .BIZ	35
	Nom de domaine en .BIZ pour une durée de 3 ans	90
	Nom de domaine en .BIZ pour une durée de cinq ans	150
	Nom de domaine en .BIZ pour une durée de deux ans	70
	Nom de domaine en .INFO pour une durée de 2 ans	70
	Nom de domaine en .MOBI	40
	Nom de domaine en .NAME	35
	Nom de domaine en .PRO	70
	Nom de domaine en .PRO pour une durée de cinq ans	300
	Nom de domaine en .TEL	59
	Nom de domaine en .TEL - Frais de dossier	400
	Nom de domaine en .TEL Landrush - 3 ans	525
	Nom de domaine en .TEL pour une durée de 3 ans	160
	Nom de domaine en .TEL pour une durée de cinq ans	225
	Nom de domaine en .TRAVEL	180
	Nom de domaine en .TRAVEL pour une durée de 5 ans	725
	Nom de domaine en .TV	100
	Nom de domaine en .TV pour une durée de cinq ans	450

Autres extensions : Nous consulter

Les tarifs de vente de noms de domaine nationaux sont indicatifs, car susceptibles d'être modifiés par leurs bureaux d'enregistrement.

Facturation et règlements :

Les frais d'initialisation sont facturés à la date d'ouverture du compte.

Les frais de création d'études et prestations sont facturés à la livraison.

Les frais de veille et d'alerte sont facturés à date fixe, par trimestre, en cumul des commandes passées sur la plateforme pour les 3 mois échus.

Les frais de création et d'abonnement de noms de domaine sont facturés pour la période d'abonnement, en terme à échoir.

Le délai de règlement est de 30 jours, date de facturation.

Les conditions d'utilisation des services Keep Alert en SELF SERVICE sont disponibles à l'adresse <http://extranet.keepalert.com/>, rubrique « création de compte ».

Les conditions d'utilisation des services Keep Alert en FULL SERVICE sont lisibles en pages suivantes.

CONDITIONS GENERALES KEEP ALERT

Applicables aux Full Services

Les présentes conditions générales s'appliquent à tous les services (ci-après les « Services ») proposés au Client par la société SYSTONIC (ci-après dénommée « le Prestataire ») en mode « Full Services » sur le site Internet exploité à l'adresse www.keepalert.fr (ci-après « le Site Keep Alert »).

Il est précisé qu'on entend par Client tout Internaute qui utilise et/ou commande les Services proposés sur le Site Keep Alert.

Il est en outre précisé que sont visés par les présentes conditions générales l'ensemble des services proposés en mode « Full Services » sur le Site Keep Alert, qu'il s'agisse de services gratuits ou payants, de formules d'abonnement, de services nécessitant ou non la passation d'une commande auprès du Prestataire.

Ne sont de ce fait pas couverts par les présentes conditions générales les Services souscrits en mode « Self Services » lesquels sont régis par leurs propres conditions générales.

Les présentes conditions générales entrent en vigueur le 01/09/2009.

Article 1 : Acceptation des Conditions Générales - Modification

1.1. Le fait pour le Client d'utiliser et/ou de commander les Services proposés en mode Full Services par le Prestataire sur le Site Keep Alert implique adhésion entière et sans réserve du Client aux présentes conditions générales.

La fourniture des Services souscrits en mode Full Services se trouve en conséquence régie par lesdites conditions ainsi que – le cas échéant – par les termes de la commande afférente à la fourniture du service concerné telle qu'acceptée dans les conditions ci-après définies par le Prestataire.

Le Client :

- déclare et reconnaît avoir une parfaite connaissance des présentes conditions générales,
- accepte lesdites conditions,
- renonce – à quelque titre, quelque moment et sous quelque forme que ce soit, à se prévaloir de dispositions contraires ou dérogeant aux présentes conditions générales.

Le fait que le Prestataire ne se prévale pas à un instant donné de l'une des quelconques dispositions des présentes conditions générales ne peut être interprété comme valant renonciation de ce dernier à se prévaloir ultérieurement de l'une quelconque des dites dispositions.

1.2. Le Prestataire se réserve la faculté de modifier à tout moment les présentes conditions générales.

Il est toutefois précisé que les conditions applicables à une commande de Service sont celles en vigueur au jour d'acceptation de la commande par le Client. Les modifications apportées ne pourront en conséquence affectées les commandes en cours d'exécution.

En cas de modifications, le Prestataire en informera le Client par courriel et/ou au moyen d'un message d'information publié sur le site Internet. Lors de sa prochaine commande, le Client sera alors invité à accepter les nouvelles conditions générales selon la même procédure que celle précisée ci-après (cf. article 4).

Article 2 : Droit applicable – Juridiction compétente – Langue

Les présentes conditions – et de manière générale les relations entre le Prestataire et le Client du fait de l'utilisation et/ou de la fourniture des Services – sont soumises au droit français.

Il est expressément précisé que sera seul compétent, en cas de litige de toute nature, contestation relative à la validité, l'exécution ou l'opposabilité, ou difficulté d'interprétation des présentes conditions générales et de façon plus générale concernant les relations commerciales existant entre le Client et le Prestataire, le tribunal de commerce de Bordeaux.

Cette clause s'applique même en cas de référé, de demande incidente ou de pluralité de défendeurs.

Si les présentes conditions générales viennent à faire l'objet d'une traduction en langue étrangère, la langue française prévaudra sur toute autre traduction.

Article 3 : Zone géographique – Internaute concerné

L'offre de service proposée par le Prestataire sur le Site Keep Alert est exclusivement destinée

- au territoire français (France Métropolitaine)
- et aux professionnels (avocats, conseils en propriété industrielle, entreprises...) à l'exclusion des particuliers (ou consommateurs).

Article 4 : Commande de Services

Toute commande de Services faite par le Client n'est valable qu'après acceptation par le Client des termes du bon de commande émanant du Prestataire, ledit bon de commande étant pré-rempli par le Prestataire au regard des informations transmises par le Client.

A cet égard, il est précisé que :

- Le Prestataire s'efforcera de transmettre le bon de commande pré-rempli au Client dans les meilleurs délais (par télécopie ou courriel) accompagné des présentes conditions générales
- Le Client fera part – dans un délai de 3 jours à compter de la communication par le Prestataire dudit bon de commande – de sa commande par écrit (télécopie ou courriel) en retournant au Prestataire un exemplaire – non modifié – dudit bon de commande et des présentes conditions générales, sur lesquels il aura apposé sa signature et son cachet.

Hors le cas de force majeure, aucune commande ne pourra être annulée totalement ou partiellement, ou modifiée par le Client, sauf accord écrit du Prestataire en ce sens.

Le bénéfice de la commande est personnel au Client et ne peut être cédé à un tiers sans l'accord préalable et écrit du Prestataire.

Article 5 : Dispositions spécifiques aux abonnements

Il est précisé que certains Services peuvent faire l'objet de formules d'abonnement.

Les abonnements souscrits par le Client sur le site Keep Alert sont conclus pour une durée déterminée fixée lors de la passation de la commande. A défaut de précision, cette durée est fixée à 12 mois.

A son échéance, l'abonnement est reconduit pour une durée indéterminée et peut être résilié à tout moment par l'une ou l'autre des parties moyennant le respect d'un préavis de 3 mois adressé par lettre recommandée avec accusé de réception au moins 30 jours avant l'échéance.

Article 6 : Dates/Délais et Modalités d'exécution

Les date et/ou délais d'exécution des Services (notamment date de remise des Rapports ou Études) sont précisés sur le Site Keep Alert, étant précisé que les dates et/ou délais applicables seront ceux en vigueur au jour de la commande et seront précisés au Client lors de chaque commande au sein du bon de commande.

Les délais courent à compter de jour de l'acceptation de la commande du Client par le Prestataire et sont calculés en jours ouvrables c'est à dire hors dimanche et jours fériés.

Le Prestataire s'efforcera de respecter les dates et délais convenus. Ces dates et délais sont toutefois donnés à titre indicatif, tout dépassement ne pouvant donner lieu en conséquence au profit du Client à des dommages-intérêts, indemnités, retenues, ou annulation de commande.

Il est par ailleurs rappelé que la force majeure (cf. article 11) libère à la discrétion du Prestataire – à titre temporaire ou définitif – le Prestataire de tout engagement et ce, sans dédommagement au profit du Client.

La fourniture des Services commandés sera réalisée selon les modalités suivantes : le Prestataire adressera au Client les Rapports ou Études commandés par courriel ou courrier. Il appartient en conséquence au Client de s'assurer de la validité et de l'effectivité des adresses communiquées à cet effet.

La date d'envoi du courriel ou courrier du Prestataire sera considéré comme la date de livraison ou d'exécution des Services.

Article 7 : Prix -Paiement

Les prix arrêtés pour la commande sont mentionnés dans le bon de commande acceptés par le Client. Les prix affichés sur le bon de commande sont indiqués en euros (€), toutes taxes comprises (T.T.C.).

Le règlement est effectué en Euros (€) et par virement, chèque ou plus généralement tout mode de paiement expressément et préalablement accepté par le Prestataire.

Les délais de règlement sont arrêtés comme suit : 30 jours date de livraison.

Par ailleurs, les commandes sont payables en toutes circonstances au siège social du Prestataire ou en tout lieu désigné à cet effet par le Prestataire.

La commande est considérée comme réglée lorsque le montant qui y figure est définitivement crédité sur le compte bancaire du Prestataire ou de toute autre personne expressément indiqué par le Prestataire au Client.

Il est entendu que la simple remise d'un titre créant une obligation de payer ne constitue pas un paiement au sens de la présente clause, la créance du Prestataire sur le Client subsistant avec toutes les garanties qui y sont attachées, jusqu'à ce que le règlement ait été intégralement effectué. Aucune réclamation du Client ne sera de nature à permettre de reporter l'échéance précitée.

Aucun escompte n'est accordé par le Prestataire au cas de règlement anticipé par le Client.

Toute somme non réglée à l'échéance donnera lieu au versement de plein droit de pénalités de retard calculées sur le montant de la somme restant due au taux de 3 fois et demi le taux de l'intérêt légal en vigueur. Ces pénalités courent du jour suivant la date de règlement figurant sur la facture jusqu'au paiement intégral du montant dû.

Par ailleurs, le non-paiement d'une seule facture rend, à la discrétion du Prestataire, immédiatement exigible de plein droit le montant des autres factures restant dues au Prestataire – l'ensemble des sommes en cause produisant immédiatement intérêt selon les modalités définies ci-dessus. Lesdites pénalités ne font pas échec à la faculté dont dispose le Prestataire d'obtenir en sus le versement de tout dommage-intérêt en contrepartie du préjudice subi par ce dernier.

Sans préjudice de ce qui est indiqué à l'alinéa précédent, le défaut de règlement – huit jours après notification par le Prestataire au Client d'une mise en demeure lui demandant de s'exécuter et restée infructueuse – le Prestataire pourra de son propre gré, ce sans préjudice de la faculté d'obtenir en sus le versement de tout dommage-intérêt à ce titre :

- suspendre ses obligations concernant la commande visée par le retard ainsi que toutes les commandes en cours jusqu'à complet règlement des sommes que le Client reste lui devoir ;
- subordonner l'exécution des commandes en cours à la prise de garanties ou à de nouvelles modalités (notamment nouvelles conditions de règlement) donnant toutes garanties de règlement au Prestataire et jugées satisfaisantes par le Prestataire ;
- résilier immédiatement et de plein droit la commande en cours (et – si le Prestataire le souhaite – tout ou partie des commandes impayées antérieures ou à venir, qu'elles soient livrées ou en cours de livraison et que leur paiement soit échu ou non) ainsi que généralement l'inscription du Client aux Services.

Le Client devra rembourser l'ensemble des frais supportés par le Prestataire et occasionnés par le recouvrement contentieux des sommes dues.

Article 8 : Obligations et Responsabilité du Prestataire

8.1. Les Services proposés par le Prestataire sur le Site Keep Alert consistent dans un système de détection, de recherche et de surveillance de marque et/ou de noms de domaines qui permet notamment au Client de disposer de Rapports de recherche, de détection ou d'Études.

Ce système (ci-après « le système Keep Alert ») effectue une recherche sous forme de sondage et de balayage du réseau Internet : la recherche et les résultats ne sont en aucun cas exhaustifs.

Les informations communiquées au Client sont celles détectées par le système Keep Alert, sur le réseau Internet, au moment (date et heure) où la recherche est effectuée.

Ces informations sont en conséquence susceptibles de faire l'objet de modifications entre leur détection par le système Keep Alert, leur traitement et leur consultation par le Client.

Par ailleurs, ces informations (notamment statuts des noms de domaines, identification des contacts, disponibilité des marques) proviennent de sites tiers et n'engagent que leur éditeur ou auteur.

Elles peuvent comporter des erreurs ou omissions qui n'engagent pas la responsabilité du Prestataire, ce dernier se limitant à retransmettre les informations détectées sur le réseau Internet.

Il est par ailleurs précisé que le Prestataire n'émet aucune analyse ou conseil juridique sur la validité ou la licéité des informations et données détectées et communiquées au Client.

Le Prestataire ne saurait en conséquence se substituer à un professionnel du droit (avocat ou conseil en propriété industrielle...).

8.2. Le Prestataire s'engage à apporter tout le soin en usage dans sa profession dans la mise en œuvre des Services proposés au Client.

Le Prestataire n'est pas responsable en cas d'inexécution (et notamment de retard de livraison) de la commande imputable au Client, au fait imprévisible et insurmontable d'un tiers, ou à un cas de force majeure.

Le Prestataire ne pourra être tenu responsable des dommages indirects (tels que préjudice commercial, perte de clientèle, perte de commande, perte de chiffre d'affaires, perte de bénéfice ou encore manque à gagner) subis par le Client et liés directement ou indirectement à l'utilisation et/ou la fourniture des Services.

En tout état de cause, si la responsabilité du Prestataire était engagée par le Client pour les dommages directs subis par le Client, le droit à réparation du Client serait limité, toutes causes confondues, à la plus faible des deux sommes suivantes :

- le montant annuel HT payé par le Client au Prestataire – au titre de la fourniture des Services – pour l'année au cours de laquelle la responsabilité du Prestataire est engagée ;

Article 9 : Utilisation des Rapports et Études - Informations,

9.1. La propriété intellectuelle des Rapports et Études élaborés et fournis par le Prestataire au titre des Services appartient au Prestataire. Aucun droit de propriété intellectuelle n'est transféré au profit du Client.

Toutefois, dans le cas où le Client est un professionnel du droit (avocat ou conseil en propriété industrielle), ce dernier dispose du droit de reproduire, personnaliser et communiquer les Rapports et Études dans le cadre de son activité professionnelle et au profit de ses clients.

Dans les autres cas, le Client dispose uniquement du droit d'utiliser le contenu des Rapports et Études pour ses propres besoins. Ces derniers ne peuvent notamment être reproduits, représentés et/ou exploités à des fins commerciales.

9.2. Le Client s'interdit d'utiliser les Services et le système Keep Alert pour exercer ou exploiter des activités illégales ou illicites et notamment qui :

- porteraient atteinte à des droits de propriété intellectuelle et industrielle détenus par des tiers (tels droits d'auteur, marque, dessins et modèles),
- porteraient atteinte à la vie privée, au droit à l'image ou à la réputation d'un tiers,
- seraient contraires à l'ordre public, aux bonnes mœurs ou pouvant heurter la sensibilité des mineurs
- seraient dénigrants, diffamatoires ou constitueraient des injures.

Il est en outre strictement au Client d'utiliser les Services et le système Keep Alert à des fins publicitaires ou promotionnelles.

Article 10 : Convention de preuve

L'ensemble des éléments et des données relatifs à l'utilisation du Compte Client ainsi que les courriels échangés entre le Client et le Prestataire seront enregistrés et conservés sur le système informatique du Prestataire. Le Prestataire pourra se prévaloir, notamment à des fins probatoires, de ces éléments et données. Les données enregistrées par le Prestataire constituent notamment la preuve de la nature, du contenu et de la date des commandes passées par le Client.

Ces modalités de preuve constituent une présomption qui ne pourrait être renversée qu'en présence d'éléments établissant que les moyens d'enregistrement et de stockage du Prestataire ont été effectivement défectueux.

Article 11 : Force Majeure

De convention expresse, est considéré comme un cas de force majeure – sans que cette liste soit exhaustive – les événements suivants :

- La destruction affectant tout ou partie des installations du Prestataire,
- Les désordres publics graves, guerres, grèves, émeutes, actions gouvernementales, épidémie, blocage des moyens de transport et de communication,
- Les blocages des télécommunications, blocages des réseaux informatiques,
- Les catastrophes naturelles, vagues de froid ou tous autres faits analogues,

et plus généralement tous événements ou causes extérieurs à la volonté du Prestataire, entravant et/ou arrêtant les approvisionnements et/ou livraisons du Prestataire ou celles de ses fournisseurs, prestataires, et/ou sous-traitants, et empêchant de bonne foi le Prestataire d'effectuer l'exécution des Services.